

Compte-rendu du 1^{er} dîner IAG

Invité : Guillaume Malaurie, ancien directeur de la rédaction au *Nouvel Observateur*

Le but de ce type de dîner est de **questionner un invité-journaliste** selon une logique de questions/réponses, de manière à ce qu'il **fasse part de ses expériences, enquêtes et analyses** dans ses domaines de compétences. L'invité planche et rebondit aux questions des invitants, qui décryptent ensemble un thème et une actualité. Cela fonctionne bien au Danemark, en Belgique, au Canada. C'est une sorte de **think tank à l'envers**.

Cette réunion avait pour thématique **l'économie verte** et ses implications politiques pour la gauche française en général et le Parti socialiste en particulier.

Plusieurs marqueurs et/ou questionnements ont été identifiés au cours de cette soirée. Voici les principaux :

1 – Réconcilier écologie et outil de travail

Guillaume Malaurie insiste sur l'importance de réconcilier l'écologie et le souci de préserver l'outil de travail du salarié, souvent présenté de manière antagoniste notamment dans le secteur automobile.

La CFDT et la CGT, en particulier lors de leur dernier Congrès, ont adopté des positions courageuses en ce sens, à savoir adopter une position écologiste courageuse alors même que leur base syndicale s'appuie sur des ouvriers qui dépendent de cet outil de travail.

2 – L'idée d'une sobriété heureuse, désirable apparaît

De même que pour la croissance économique fondée sur le carbone, les relais de la croissance verte ne seront pas infinis, ils seront épuisables et donc contingentés.

Nous devons par conséquent en tirer les conclusions qui s'imposent : la sobriété. Cela passe par un caractère sobre du développement (consommer autrement, lutter contre l'habitat dispersé...).

3 – Encourager une pratique autogestionnaire (qui naît du mouvement, des acteurs sociaux), et éviter « l'autoritarisme » de la règle

La norme ou la règle a une nature contraignante. Elle peut devenir nécessaire dès lors que l'urgence écologique apparaît, mais devient en contrepartie autoritaire.

Nous encourageons de ce fait la pratique autogestionnaire qui vise à partir des situations concrètes vécues que des solutions innovantes, créatives et écologiques apparaissent (ex : l'auto partage des voitures).

La société écologiste ne doit pas devenir une société de contraintes imposées par une norme intransigeante et rigide. Elle doit davantage être le moyen d'inventer de nouvelles solutions de nature à renforcer les liens humains et de solidarité.

Face à la problématique de l'écologie contre l'humain, nous devons renforcer le second au profit du premier. Nous ne sommes pas pour que la révolution écologique soit incompatible avec l'esprit démocratique. Cela renvoie à ce qui est mis en débat dans la suite de ce compte-rendu.

4 – Densifier la ville, tout en garantissant la qualité de vie

La densification de l'espace urbain s'accompagne parfois « d'espaces dangereux ». L'insécurité devient un problème à part entière. Plus généralement, la qualité de vie peut s'en trouver diminuée.

La gauche doit parvenir à concilier cette exigence écologique de densification et cette exigence sociale et économique (emploi, sécurité, proximité, maillage associatif...). Des outils inventifs doivent être proposés pour concilier qualité de vie et densité de l'habitat dans les zones urbaines.

5 – L'écologie renvoie aussi au problème de la crise de la démocratie représentative. Puisque la question écologique est nécessairement déterritorialisée, elle contrevient à l'esprit démocratique, et ce pour deux raisons :

D'une part, nos démocraties s'inscrivent dans un **territoire** national donné, seul l'UE – avec des succès mitigés – parvient à dessiner un espace démocratique paneuropéen, transnational, qui demeure insuffisant dans la mesure où la problématique écologique renvoie à des modes de gouvernance démocratique de niveau mondial.

D'autre part, l'écologie a la particularité d'engager les **générations futures** ; or, les personnes non encore nées n'ont par définition aucune forme de représentation dans nos institutions démocratiques. Voir la réforme de Michel Rocard sur les questions de la représentativité à long terme.

Toutefois, ces dispositions peuvent conduire à certaines dérives : la démocratie a une base territoriale (canton, circonscription...) et temporelle (temps court, reddition des comptes...). Charles Maurras avait déjà développé des thèses en ce sens et théorisé une certaine forme de démocratie épurée (base électorale strictement délimitée, durée du mandat long...). De plus, il ne faut pas tomber dans « la théocratie des sachant », c'est-à-dire dans une forme de société où le pouvoir est essentiellement détenu par ceux qui savent.

Les autorités administratives indépendantes (AAI) et autres hauts conseils sont construits sur ces modèles et s'opposent aux principes démocratiques, tout en permettant/facilitant des prises de décision sur des questions de nature technique.

La démocratie ne permet donc – pour le moment - pas de répondre à la problématique écologique. A l'inverse, la question écologique interroge nos formes démocratiques actuelles.

6 – Nous devons résolument développer un projet politique qui fasse sens

C'est dans cette proposition que réside la grande difficulté de la gauche actuellement. « *Il existe un besoin de sens* », précise Guillaume Malaurie. « *Il suinte partout* » ajoute-t-il. L'enjeu ne consiste donc pas à préconiser telle ou telle mesure, à décrire une réforme à mener ou un dispositif à institutionnaliser. L'enjeu vise davantage à donner un sens général et à formuler un rêve réaliste.

Ainsi, évoquer le besoin de croissance verte semble nécessaire, mais cruellement insuffisant ; il convient de donner du sens à une crise, à une mutation... Les français attendent ce discours qui doit non seulement poser un diagnostic sur les problèmes posés à la société française, mais qui aussi apporte une orientation générale, fixe des objectifs et donne un horizon.

Nous ne pouvons ainsi nous contenter de proposer une gestion intelligente de la crise, de décliner quelques mesures prises si l'on entre en responsabilité gouvernementale. Sinon, notre projet manquera de souffle, d'épaisseur et peinera à rencontrer une adhésion populaire.

Lorsque Lionel Jospin propose en 2002 le slogan « *Présider autrement* », il ne se place certainement pas suffisamment dans la perspective des français. Cette question concerne essentiellement les socialistes avec la question du leadership sous-jacente, d'une démocratie parlementaire... mais le nœud du problème ne se situe pas là.

Au moment où Ségolène Royal avance la formule « *La France présidente* ». Les français n'attendent pas cela, ne s'y retrouvent pas vraiment : il n'y a qu'un (ou qu'une) présidente en France.

En conséquence, nous devons trouver une autre formule, qui ne soit d'ailleurs pas simplement un slogan, mais qui appelle une ambition qui concilie étroitement le fond et la forme.

La « formule » « *travailler plus, pour gagner plus* »¹ ne nous convient absolument pas, mais elle a donné une vision et a structuré l'espace social pendant plusieurs années. Le candidat Nicolas Sarkozy souhaitait (se) fixer l'ambition suivante pendant son mandat : l'idée que chacun - quelque soit son niveau d'éducation ou sa condition sociale - est susceptible de se débrouiller et de devenir propriétaire de son logement ou de vivre de son travail (c'est à dire gagner davantage de revenu en travaillant plus longtemps et en les utilisant comme bon lui semble, et d'autant qu'il y avait une promesse de diminution de la pression fiscale). Cette formule cristallisait une attente sociale, celle qui s'évertue à donner une autonomie à un individu. Cela suscitait un discours d'adhésion.

Grâce et à travers cette formule, il a proposé un nouveau paradigme pour la société qu'il serait amené à gouverner. Ainsi, nous devons donner un sens général, plutôt qu'un programme précis. Nous devons formuler l'économie générale de la société que nous proposerons aux Français au cours du quinquennat 2012-2017.

Deux idées sous-jacentes :

Voici une ébauche de discours que nous mettons dès à présent au débat.

1 – Prôner un nouveau modèle de développement fondé sur la sobriété

Nous avons :

- a. d'un côté, la nécessité de vivre selon un nouveau modèle de développement ;
- b. de l'autre, une gestion intelligente des ressources qui est le corollaire de la notion de sobriété heureuse. Cela doit nous conduire à changer les modes de consommation, de solidarité... A vivre dans une société sobre.

Nous devons y ajouter un discours spécifique vis-à-vis des personnes déclassées qui se situent déjà en dehors de cette société sobre, mais heureuse.

Voici quelques formules provisoires et imparfaites, qui sont néanmoins révélatrices des idées que l'on souhaite développer :

« *Consommation moins, produisons mieux* » ; « *Moins, mais mieux* »

¹ Cf. Barrack Obama avec « *Yes, we can* », et le sens politique de cette formule.

Nous devons trouver le moyen de « fédérer par le haut » sur le plan des idées.

2 – Comprendre le tournant démocratique en cours et proposer une voie social-démocrate (et) écologique qui fasse sens

Les citoyens commencent à décrocher, ils croient moins en Nicolas Sarkozy ; car, il existe chez lui une dérive bonapartiste et césariste (cf. l'affaire de la tentative de nomination à la tête de l'EPAD de Jean Sarkozy) qui contrevient aux principes démocratiques.

L'alternative se situe à la fois sur le plan progressiste et démocratique. Le nœud du problème se situe aussi ici. Nous devons à ce titre comprendre et analyser pour proposer.

Disons-le clairement : les socialistes ne sont pas aussi démocratiques qu'ils devraient l'être. Le Congrès de Reims l'a démontré, les succès en trompe l'œil dans certaines fédérations le prouvent, la pratique de certains militants ou au Mouvement des Jeunes Socialistes l'atteste. Tout ceci renvoie peu à un système qui correspond avec de véritables pratiques démocratiques.

Autrement dit, les deux forces politiques de notre pays (le Parti socialiste et l'UMP) n'apparaissent pas suffisamment légitimes sur le plan démocratique.

Le travail mené par Daniel Cohn-Bendit avec Europe-écologie s'en différencie. Il y a autant dans son discours que dans ses actes une pratique qui apparaît davantage démocratique. Il existait des fondamentaux avancés, mais avec un corollaire : nous soumettons notre projet au débat, vous pourrez vous emparer du thème... Là où les autres partis semblent avoir une sorte de vérité révélée et pense essentiellement à se répartir le pouvoir (les sièges et les places dans les fonctions électives).

Nous devons en conséquence tracer un chemin social-démocrate écologique (démocrate-écologique). La question sous-jacente renvoie aux outils et aux leviers de ce surcroît démocratique.

C'est d'ailleurs dans ce cadre que les nouvelles pratiques militantes peuvent trouver à s'exprimer ; par l'intermédiaire des partis, ils peuvent organiser le débat démocratique et former une génération de citoyens aux débats d'idées. Les partis comme les militants ont dans cette perspective un rôle essentiel à jouer.

Autres points évoqués au cours de ce dîner :

- Les populations défavorisées sont les plus vertueuses quant à leur comportement écologique (elles utilisent largement les transports en commun en milieu urbain, 25 % des citoyens d'une ville comme Grenoble ne possèdent pas de voitures) ;
- De façon générale, les pionniers en matière de politique de la ville sont les pionniers dans le champ du développement durable ;
- Dans les enquêtes d'opinion, la notion écologique et environnementale se situe à un niveau très levé et demeure à un niveau stable dans ces mêmes sondages ;
- Il existe une dimension générationnelle : les jeunes se sentent encore plus concernés par le développement durable (alimentation bio, voiture hybride...).
- Il convient de redonner une place d'éducation populaire aux partis et aux syndicats. Il apparaît plus que jamais nécessaire de repenser la question syndicale.

Deux textes à (re)lire :

- Appel de La Haye sur l'environnement de Michel Rocard qui reste visionnaire ;
- Proposition de réforme présentée par Michel Rocard sur la Haute assemblée.